

Albert Shingiro, l'homme clé du retour du Burundi sur la scène internationale

Jeune Afrique, 5 mai 2022 Burundi : « La Russie nous a soutenus dans la difficulté et nous en tenons compte » À la tête de la diplomatie burundaise, Albert Shingiro a pour délicate mission de rouvrir son pays au monde. Les progrès sont réels, même si le processus de normalisation avec Kigali n'est pas encore abouti.

Nommé ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement du Burundi le 28 juin 2020, dix jours après l'investiture d'Évariste Ndayishimiye à la présidence, Albert Shingiro (51 ans) a la lourde tâche de piloter la normalisation des relations internationales du pays, après les cinq années d'isolement et de repli sur soi qui ont marqué le deuxième mandat de Pierre Nkurunziza. Diplômé des universités du Bénin et de Laval (Québec), ce diplomate de carrière a occupé plusieurs postes aux Nations unies, auprès desquelles il était ambassadeur de son pays de 2014 à 2020.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Même les représentants de l'opposition voient en lui un homme compétent et enclin au dialogue, bien plus ouvert que certains de ses camarades de parti qui ont fait leurs classes dans les maquis de la rébellion. S'il aime à rappeler que le président Ndayishimiye est « le premier diplomate du pays » et que son propre rôle est « technique et administratif », Albert Shingiro est aujourd'hui l'un des hommes clés du retour du Burundi sur la scène internationale et la cheville ouvrière de la normalisation de ses relations, tant avec les institutions internationales qu'avec ses voisins de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC). Jeune Afrique : La Russie est depuis longtemps un partenaire du Burundi. Comment votre pays réagit-il à la crise ukrainienne ? Albert Shingiro : D'un point de vue géographique, ces événements sont bien sûr très lointains pour nous. Mais leur impact est mondial. La Russie nous a soutenus dans la difficulté, et nous en tenons compte. Par ailleurs, la situation du Burundi sur la scène internationale évolue : les États-Unis ont levé toutes les sanctions qui touchaient notre pays, l'Union européenne également [elle a repris son aide financière directe en février], même s'il reste encore des mesures ciblées contre certaines personnalités. Tout cela a motivé notre vote à l'Assemblée générale de l'ONU, au début de mars : nous avons choisi l'abstention, la neutralité, le non-vrai que, avant la levée des sanctions, nous votions en général avec la Russie. Mais le contexte a changé. Je pense que l'Union européenne est contente de notre vote, et que la Russie l'est aussi. Depuis la mi-avril, le pays fait face à une pénurie de carburant : est-ce lié au conflit ? Lire la suite dans Jeune Afrique

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});